



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**

Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE

Tél: 04.84.35.42.68

olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossier n°2024-96-MED

Marseille, le

12 JUIN 2024

**Arrêté n°2024-96-MED portant mise en demeure de la société IMERYS ALUMINATES
de respecter les prescriptions réglementaires applicables à son usine de fabrication de clinker
de Fos-sur-Mer**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral n°331-2008-A du 24 août 2010 autorisant la société KERNEOS à étendre la capacité de sa cimenterie à Fos-sur-Mer, notamment ses articles 4.3.7 et 4.3.11 ;

VU la déclaration de changement de dénomination sociale de la société au profit de IMERYS ALUMINATES à partir du 21 décembre 2018 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 3 mai 2024 ;

VU la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que la société IMERYS ALUMINATES est régulièrement autorisée à exploiter une usine de fabrication de clinker à Fos-sur-Mer ;

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 16 avril 2024, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- le rapport des analyses des eaux exclusivement pluviales (bassin Sud) réalisées le 4 décembre 2023 par la société Bureau Veritas met en évidence deux non-conformités sur les paramètres suivants :
 - matières en suspension : concentration de 69 mg/l pour une valeur limite d'émission de 30 mg/l ;
 - pH : 9,5 pour un pH maximal autorisé de 8,5.
- le rapport des analyses des eaux exclusivement pluviales (bassin Sud) réalisées le 15 décembre 2022 par la société Bureau Veritas met en évidence deux non-conformités sur les paramètres suivants :
 - matières en suspension : concentration de 39,6 mg/l pour une valeur limite d'émission de 30 mg/l ;
 - pH : 9,7 pour un pH maximal autorisé de 8,5.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.3.7 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n°331-2008-A du 24 août 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IMERYS ALUMINATES de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1 - La société IMERYS ALUMINATES, exploitant une usine de fabrication de clinker sur la commune de Fos-sur-Mer, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2010 susvisé, en respectant la valeur de pH compris entre 5,5 et 8,5 pour les rejets des eaux exclusivement pluviales **sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 - La société IMERYS ALUMINATES est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 24 août 2010 susvisé, en respectant la valeur limite d'émission en concentration de 30 mg/l pour les rejets des eaux exclusivement pluviales **sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées les résultats de la campagne de mesures des rejets des eaux exclusivement pluviales dès réception.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, en application de l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 6 - Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Fos-sur-Mer,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le **12 JUIN 2024**

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale adjointe

Marie-Pervenche PLAZA